



Open Briefing  
Conseil de sécurité

**Non-prolifération et la République populaire démocratique de Corée**

New York, le 28 juin 2024

Déclaration de la Suisse

Lue par Adrian Hauri, Représentant permanent adjoint de la Suisse

---

Monsieur le Président,

Nous remercions la Secrétaire-générale adjointe Izumi Nakamitsu et M. Jonah Leff de Conflict Armament Research pour leurs exposés. Nous saluons la participation des représentants de l'Ukraine, de la République populaire démocratique de Corée et de l'Union Européenne à nos délibérations.

Les rapports que nous venons d'entendre nous inquiètent.

La Suisse est consternée par la manière dont l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine semble continuer à être alimentée par des transferts d'armes et de munitions par la République populaire démocratique de Corée.

Toute transaction d'armes avec la RPDC est une violation flagrante du régime de sanctions de ce Conseil. Cela concerne la vente, l'achat, l'importation et l'exportation d'armes vers ou depuis la RPDC. Au cœur du même régime de sanctions se trouve la demande faite à la RPDC d'abandonner son programme de missiles balistiques. Or, des missiles balistiques produits par la RPDC auraient été utilisés contre l'Ukraine, selon les rapports de Conflict Armament Research. Ainsi, une violation du droit international en soutient une autre - les infractions aux sanctions envers la RPDC soutiennent l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine.

Dans ce contexte, la Suisse regrette vivement que la prolongation du mandat du groupe d'experts sur la RPDC ait échoué à cause d'un veto. Ce veto a été émis alors que le groupe menait des enquêtes sur ces transferts d'armes. Le Comité de sanction, le Conseil ainsi que les États membres s'appuyaient sur des informations fiables et indépendantes livrées par le groupe.

Les présentations que nous venons d'entendre démontrent à quel point il reste important pour nous tous de continuer à suivre ces questions de près si nous voulons rester fermes dans nos engagements de désarmement et de non-prolifération. Plus que jamais, la vigilance et la probité de tous les États membres de l'ONU sont donc nécessaires, et nous devons redoubler d'efforts pour briser les chaînes d'approvisionnement du programme d'armes de destruction massive de la RPDC.

Enfin, nous soulignons l'importance du maintien de l'architecture de non-prolifération par la mise en œuvre effective des accords et instruments multilatéraux, y inclus ceux liés au transfert d'armes. L'essai d'un missile balistique par la RPDC deux jours avant la réunion d'aujourd'hui nous rappelle une nouvelle fois que les mesures de sanctions à l'encontre de la RPDC jouent un rôle important dans cette architecture et doivent être respectées par tous les états.

En même temps, il nous faut renforcer les fondements de cette architecture notamment par une ratification globale du Traité sur l'espace, du Traité de non-prolifération nucléaire, et du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Comme le Secrétaire général le rappelle dans son « Nouvel agenda pour la paix » - mettre un frein au délitement de l'architecture de non-prolifération et reprendre le chemin du progrès est une priorité.

Monsieur le Président,

Le Conseil doit assumer ses responsabilités afin de maintenir l'architecture de désarmement et de non-prolifération dont il demeure l'un des garants. Ce rôle devrait aller de pair avec un engagement pour le dialogue, la désescalade et la recherche de solutions diplomatiques. La Suisse, pour sa part, continuera son engagement au sein du Conseil, du comité de sanctions et dans la région pour une péninsule coréenne dénucléarisée et en paix.

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Mr. President,

We thank Deputy Secretary-General Izumi Nakamitsu and Mr. Jonah Leff of Conflict Armament Research for their presentations. We welcome the participation of the representatives of Ukraine, the Democratic People's Republic of Korea and the European Union in our deliberations.

We are concerned by the reports we have just heard.

Switzerland is consternated by the way in which Russia's military aggression against Ukraine appears to continue to be fueled by transfers of arms and munitions from the Democratic People's Republic of Korea.

Any arms transaction with the DPRK is a flagrant violation of this Council's sanctions regime. This includes the sale, purchase, import and export of weapons to or from the DPRK. At the heart of the same sanctions regime is the demand that the DPRK abandon its ballistic missile program. And yet, ballistic missiles produced by the DPRK appear to have been used against Ukraine, according to reports by Conflict Armament Group. Thus, one violation of international law supports another - breaches of sanctions against the DPRK support Russia's military aggression against Ukraine.

In this context, Switzerland deeply regrets that the extension of the mandate of the panel of experts on the DPRK failed because of a veto. The veto was issued while the panel was

investigating these arms transfers. The Sanctions Committee, the Council and Member states relied on the trustworthy and independent information provided by the group.

The presentations we have just heard demonstrate how important it remains for all of us to continue to follow these issues closely if we are to remain firm in our disarmament and nonproliferation commitments. More than ever, the vigilance and probity of all UN member states is therefore required, and we must renew our efforts to break the supply chains of the DPRK's weapons of mass destruction program.

Finally, we underline the importance of maintaining the non-proliferation architecture through the effective implementation of multilateral agreements and instruments, including those related to arms transfers. The test of a ballistic missile by the DPRK two days before today's meeting reminds us once again that sanctions measures against the DPRK play an important role in this architecture and must be respected by all states.

At the same time, we need to strengthen the foundations of this architecture, notably through global ratification of the Outer Space Treaty, the Nuclear Non-Proliferation Treaty and the Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty. As the Secretary-General reminds us in his "New Agenda for Peace", putting a stop to the disintegration of the non-proliferation architecture and getting back on the road to progress is a priority.

Mr. President,

The Council must assume its responsibilities to maintain the disarmament and nonproliferation architecture of which it remains one of the guarantors. This role should go hand in hand with a commitment to dialogue, de-escalation and the search for diplomatic solutions. Switzerland, for its part, will continue its commitment within the Council, the Sanctions Committee and in the region to a Korean peninsula free of nuclear weapons and at peace.

Thank you.